

l'Humain d'abord !

Avec **Fabien ROUSSEL**, député du Nord
et **Alain Bocquet**, député honoraire

#5
Novembre 2019

Malaise social : nos propositions pour en sortir

ÉDITO



Un an après les Gilets jaunes, la France du travail gronde à nouveau. Enseignants, cheminots, ouvriers, pompiers, agents d'EDF, des finances publiques, personnels soignants, agriculteurs, policiers, tous expriment dans la rue une grande souffrance, dans l'espoir d'être enfin entendus. La journée de mobilisation du 5 décembre illustre cette convergence des luttes issues de nombreuses professions. Mais face à ce cri de détresse, le gouvernement oppose toujours la même fin de non-recevoir. Pire, il aggrave le malaise avec des mesures désignant les plus faibles comme responsables de leur situation.

Mobilisation exceptionnelle le 5 décembre

Exemple avec le durcissement des conditions d'accès à l'assurance-chômage, qui va pénaliser 700 000 privés d'emplois, pour réaliser, sur leur dos, 1,3 milliards d'économies. Sous l'effet d'une telle action, destructrice pour nos services publics, la France se déshumanise. Et elle bat des records.

Celui de la pauvreté, avec une hausse de près de 6% en 2018, soit 3 millions de personnes touchées, dont une majorité de travailleurs, d'étudiants et de retraités.

Face à cela, un autre record dépasse l'indécence, celui des plus riches : 170 milliards d'euros supplémentaires pour les 500 plus grandes fortunes de France ! Plus 22% pour eux et entre 1% et 2% pour tous les autres. Inacceptable. A l'Assemblée nationale, j'ai d'ailleurs réclamé au nom de mon groupe la même chose pour les salaires et les pensions : 22% d'augmentation !

Augmenter les salaires et les pensions

Au-delà de cette juste revendication, nous avons avancé de nombreuses propositions, au cœur d'une vision plus collective de la société. Outre la création d'un impôt sur le revenu plus progressif, à 11 tranches (voir en dernière page), nous proposons une réduction de la TVA sur les produits de première nécessité.

Pour lutter contre l'évasion fiscale, qui fait des trous dans nos budgets, nous proposons le prélèvement à la source des bénéfices des multinationales, avant qu'ils ne s'envolent définitivement dans les paradis fiscaux. De plus en plus d'économistes - et même des candidats à la Maison blanche - soutiennent cette réforme.

Lutter contre l'évasion fiscale

Nous proposons également d'investir dans nos services publics, notamment pour la santé, à travers un grand plan pour l'hôpital public. Pour les communes, nous proposons de budgéter 5 milliards d'euros supplémentaires, afin de leur donner des moyens nouveaux pour répondre aux besoins des habitants.

Investir dans nos services publics

À l'inverse du gouvernement, qui vient encore de diminuer l'aide à la rénovation thermique des logements, passée de 1,6 milliards d'euros en 2017

à 800 millions en 2020, nous voulons engager des moyens suffisants pour tenir nos objectifs en matière de transition écologique. Nous devons renforcer nos infrastructures ferroviaires, développer le fret, les TER, promouvoir les transports gratuits, investir dans les services publics, notamment de proximité, relancer nos grands ports maritimes, accompagner nos agriculteurs pour les aider à modifier leurs modes de production...

Relever le défi climatique

Pour tout cela, il faut investir, être ambitieux. C'est pourquoi nous avons proposé de créer un fonds spécial de 100 milliards, financé directement par la Banque centrale européenne, avec des taux négatifs, et des investisseurs privés. D'autres le font, pourquoi pas nous ? Beaucoup de Français souffrent, mais une autre voie, à rebours de celle qui détruit notre pacte social, est possible. Empruntons-la sans tarder ! ■

FABIEN ROUSSEL



Réception des vœux du député

Retrouvons-nous le 28 janvier 2020, 18h30
Salle des fêtes d'Anzin, Square de la République

DANS LA CIRCONSCRIPTION ET À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Evasion fiscale : la Suisse blanchie par l'UE !



En matière d'évasion fiscale, l'Union européenne ose vraiment tout. La preuve, elle vient de sortir la Suisse de la liste des paradis fiscaux ! C'est un peu comme si jadis on avait sorti Pablo Escobar de la liste des narcotrafiquants. Heureusement, des lanceurs d'alerte et des élus continuent d'agir notamment en proposant à l'Assemblée nationale de mettre en œuvre le prélèvement à la source des bénéfices des multinationales. Mais cette proposition a encore été rejetée.

De la dignité pour les salariées d'Onet



Elles demandent du respect, de la considération et des moyens suffisants pour assurer le nettoyage des locaux de l'hôpital de Valenciennes et les chambres des patients. Elles réclament aussi un salaire décent, elles qui ne touchent que 1180 euros pour 35 heures, dimanches compris. En lutte depuis plusieurs semaines, les quelque 120 salariées de l'entreprise ONET en appellent à la solidarité et demandent une rencontre avec la direction de l'hôpital de Valenciennes.

Inauguration à Anzin



Inauguration de l'école maternelle Carpeaux à Anzin où les enfants vont pouvoir accéder aux connaissances dans les meilleures conditions. Le personnel enseignant a reçu aussi beaucoup de soutiens.

Soutien aux personnels des laboratoires



Encore une fois, le gouvernement taille dans le budget de la Sécurité sociale : deux milliards d'euros en moins pour 2020, dont 180 millions au détriment des laboratoires, pourtant indispensables à la recherche de nouveaux traitements. La santé n'est pas une marchandise !

INTERVIEW

Maxime Renahy, un espion au coeur des paradis fiscaux



Les îles anglo-normandes, comme ici Jersey où Maxime Renahy a travaillé pendant trois ans et demi, sont au cœur d'un réseau mondial d'évasion fiscale. De nombreuses ONG, des lanceurs d'alerte mais aussi des élus combattent ce fléau.

Pendant cinq ans, à Jersey puis au Luxembourg, Maxime Renahy a joué double jeu. Administrateur de fonds le jour, espion bénévole pour les services secrets français après. Sa mission : décrypter et transmettre des montages d'évasion fiscale dévastateurs pour nos finances publiques. Auteur d'un livre caustique et incisif*, il poursuit aujourd'hui comme lanceur d'alerte le combat contre la finance opaque, aux côtés notamment de Fabien Roussel. Rencontre.



Selon la commission européenne elle-même, l'Europe perd chaque année quelque 1000 milliards d'euros de recettes fiscales, à cause de la fraude. En France, le préjudice s'élève à 80 milliards, soit l'équivalent du déficit public. Comment en est-on arrivé là ?

Maxime Renahy : « Depuis 20 ans, grâce aux nouvelles technologies, à Internet, le transfert des bénéfices dans les paradis fiscaux est devenu beaucoup plus simple. Il y a aussi un niveau de corruption des élites qui a été « accepté » pendant trente ans. On a toléré ce pillage

en l'habillant avec des termes présentables comme « optimisation fiscale ».

C'est un lavage de cerveau mis en place par des médias détenus par de grands groupes capitalistes. Au final, une caste totalement corrompue a longtemps prospéré dans l'ombre des paradis fiscaux, sans réel obstacle. »

A votre avis, les Etats, et particulièrement la France, ont-ils la volonté de mettre un terme à ces pratiques d'évasion fiscale ?

M. R. : « Les gouvernements au cours des trente dernières années, clairement, non ! Quand Nicolas Sarkozy dit, après la crise de 2008, « les paradis fiscaux, le secret bancaire, c'est terminé ! », c'est un coup de marketing. Quand Moscovici (commissaire européen) affirme qu'il n'y a pas de paradis fiscaux en Europe, il y a de quoi se poser des questions sur ses réelles motivations, alors qu'il connaît parfaitement les chiffres. Comment se fait-il que tous ces gens-là défendent à ce point les oligarchies financières ?

Qu'est-ce qui vous a poussé à devenir espion ?

M. R. : « L'éducation. Mon père et mon grand-père étaient des figures idéalistes, mais ils étaient aussi

dans l'action. Mon père travaillait en usine dans le Nord alors qu'il avait une formation d'historien. Quant à mon grand-père, résistant dès 1940, à 19 ans, il a sauvé des juifs pendant la guerre puis a hébergé des Algériens en France au début des années soixante. »

Avez-vous été surpris par ce que vous avez découvert à Jersey et au Luxembourg ?

M. R. : « Oui, totalement. Même encore maintenant, je reste abasourdi devant chaque dossier auquel j'ai eu accès. Même avec l'expérience, j'ai l'impression que la réalité dépasse la fiction, sur les sommes en jeu, les montages financiers, la corruption, le laisser-faire des Etats... Ça dépasse l'entendement. »

Peut-on mettre fin à tous ces scandales ?

M. R. : « Oui, je reste très optimiste. Il y a de plus en plus de gens, d'ONG, d'associations qui lancent des actions telles que celle que je mène, avec lanceurdalerte.org, Le Media et Fabien Roussel sur la publication des comptes des grands groupes. C'est par le biais d'alliances entre la société civile et les politiques que l'on pourra éradiquer ce fléau. » ■

* *Là où est l'argent*, éditions Les arènes, 389 pages, 20€

SERVICES PUBLICS

Payer la cantine, une amende, un impôt ou tout simplement demander un renseignement : pour beaucoup d'entre nous, et pas seulement dans les villages, une trésorerie municipale est synonyme de service public de proximité, efficace et rassurant.

Hélas, ce précieux lien entre les citoyens et l'administration risque, comme bien d'autres, de disparaître au nom de la rentabilité et du tout internet. D'ici 2023, pas moins de neuf trésoreries pourraient ainsi fermer leurs portes dans le Valenciennois, à Anzin, Bouchain, Condé-sur-l'Escaut, Denain, Marly, Saint-Amand-les-Eaux, Trith-Saint-Léger, Valenciennes-municipale et Valenciennes-hospitalier.

À la place, le gouvernement promet la mise en place de « points

d'accueil », dont la forme reste à définir. Des maisons France service devraient ainsi progressivement ouvrir leurs portes d'ici 2022 pour « simplifier la relation des usagers aux services publics ». Avec quels moyens ? Mystère. En attendant, des trésoreries ferment déjà leurs portes, comme celle de Raismes au 1^{er} janvier 2017.

Déshumanisation

Résultat, la gestion de la commune a été transférée à Anzin, tandis que les contribuables doivent désormais se déplacer jusqu'à Valenciennes pour régler leurs problèmes d'impôts. A partir du 1^{er} juillet 2020, les contribuables, les usagers des services communaux et les régisseurs (ceux qui encaissent

Ils veulent aussi fermer nos trésoreries municipales



les recettes des communes) ne pourront plus payer en liquide dans les trésoreries comme ils en avaient l'habitude. Pour cela, ils devront se tourner vers un buraliste, un bureau de Poste voire un convoyeur de fonds pour les régisseurs. Avec de nombreux députés et élus locaux, Fabien Roussel a vivement dénoncé cette déshumanisation de l'accès aux services publics, qui sape les fondements de notre pacte républicain. ■

ÉCOLOGIE

Nos forêts sont précieuses, l'ONF aussi



Depuis sa création en 1964, l'Office national des forêts (ONF) assume la gestion et la protection des forêts du domaine public, soit environ 10% du territoire national. Le gouvernement envisage de modifier en profondeur ses missions en l'ouvrant au secteur privé.

Lors du dernier G7 à Biarritz, le président de la République a lancé un vibrant appel à la reforestation en Amazonie, livrée à l'appétit sans limites d'exploitants privés peu soucieux d'écologie. La démarche serait estimable si elle ne dissimulait pas, dans notre propre pays, la privatisation en marche de l'Office national des forêts (ONF), en toute discrétion et en dehors de tout débat parlementaire. Nos forêts publiques jouent pourtant un rôle important de captation de CO² en France métropolitaine comme dans nos territoires d'outre-mer, notamment en Guyane. Elles approvisionnent aussi à hauteur de 40% notre filière forêt-bois, qui emploie 400 000 personnes.

Une privatisation En Marche

L'ONF, qui gère 11 millions d'hectares de forêts publiques, dont celle de Raismes-Saint-Amand-Wallers (4 600 hectares), assure en outre des missions de protection de l'environnement (lutte contre les incendies) et l'accueil du public (700 millions de visites par an). Un édifice aujourd'hui fragilisé.

Confronté à une baisse constante de ses recettes, plombé par un manque de soutien de l'État, l'ONF fait face depuis des années à des difficultés financières. À tel point qu'il manque aujourd'hui des moyens importants pour lutter contre les dépôts sauvages de plus en plus importants. Pour en sortir, le gouvernement ne voit qu'une seule solution : la privatisation.

Des coupes excessives

Au cours des dix dernières années, l'ONF a ainsi perdu 19% de ses emplois publics, remplacés, en partie seulement, par des salariés de droit privé. Par ailleurs, pour faire face à une baisse des cours du bois, l'ONF a été poussé à maintenir un niveau excessif de récolte de bois dans les forêts d'État à partir des années 2000. Résultat, des ponctions irraisonnées et des forêts appauvries, selon les syndicats, pour masquer le financement insuffisant du service public forestier.

Le mouvement entamé risque hélas de s'aggraver si les propositions de la mission interministé-

rielle dévoilées cet été sont mises en œuvre. L'ONF est en effet clairement invité à se recentrer sur « son intérêt propre », c'est-à-dire la commercialisation des bois, en optimisant les recettes. Autrement dit en vendant beaucoup quand les cours sont hauts et en vendant moins quand les cours sont bas. Et tant pis pour l'approvisionnement régulier de la filière. Une fois encore, il s'agirait d'un détournement de la mission première de l'ONF puisqu'un service public n'a pas « d'intérêt propre » mais doit au contraire réfléchir à son action par rapport à l'intérêt général. Et aujourd'hui, nos forêts ont un rôle important à jouer pour relever le défi du changement climatique.

Le projet de privatisation de l'ONF sonne donc comme un contresens historique. C'est la raison pour laquelle Fabien Roussel a écrit au ministre de l'agriculture et de l'alimentation pour organiser, dans les plus brefs délais, un grand débat devant l'Assemblée nationale. ■

DANS LA CIRCONSCRIPTION ET À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Sortons de l'arme nucléaire !



Traditionnel rassemblement pour la paix le 21 septembre à Valenciennes. L'occasion de rappeler la nécessité d'en finir avec l'armement nucléaire. C'est une menace pour l'humanité toute entière et qui coûte à la France quelque 14 millions d'euros... par jour. Mieux vaut investir dans la paix, l'école, la santé et la transition écologique.

Respect pour les pompiers !



Alors qu'ils sont en grève depuis des mois pour avoir les moyens d'exercer leurs missions, les pompiers ont été reçus par des matraques et des bombes lacrymogènes lors de la manifestation à Paris. Fabien Roussel, qui les a reçus avec d'autres députés à l'Assemblée nationale, a écrit au Premier ministre pour exiger l'ouverture de véritables négociations sur leurs justes revendications.

Avec les salariés de Renault Douai



Rencontre avec les salariés de Renault Douai qui nous ont fait part de leurs conditions de travail déplorables et des salaires en berne. Situation qui se généralise dans l'industrie, comme à LME, à Trith-Saint-Léger.

La Poste : ça bouge !



Fabien Roussel a reçu la direction régionale de La Poste. Le bureau d'Anzin, fermé pour travaux, a rouvert le 20 septembre. Pour Hasnon, le projet est plus large et en discussion avec la ville. Il prévoit des logements à l'étage, avec La Poste toujours au rez-de-chaussée. Sous réserve de trouver un bailleur prêt à s'engager. Le dossier est dans les mains du conseil municipal !

SOCIAL

Ça coince encore à la CAF et à la MDPH

C'est un petit garçon de cinq ans qui attend depuis des mois une auxiliaire de vie scolaire pour l'aider à réussir son CP. C'est une dame qui a vu le montant de sa prestation de compensation du handicap réduite de moitié malgré un état de santé dégradé et qui n'obtient pas de réponse. C'est encore cette jeune maman de deux enfants, aux ressources modestes, suspendue à une aide potentielle de la CAF pour remédier à la défaillance de son ex-conjoint, peu pressé de régler la pension alimentaire.

Toutes ces situations de détresse, recueillies dans les permanences du député, témoignent des insupportables délais de traitement des dossiers à la Caisse d'allocations familiales (CAF) et à la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH). En moyenne, quatre mois s'écoulent entre le

dépôt de la demande et la réponse de l'administration. Quatre mois, soit une éternité pour celui ou celle qui a peu d'argent, qui ne peut faire garder son enfant ou qui attend une aide au logement pour pouvoir emménager.

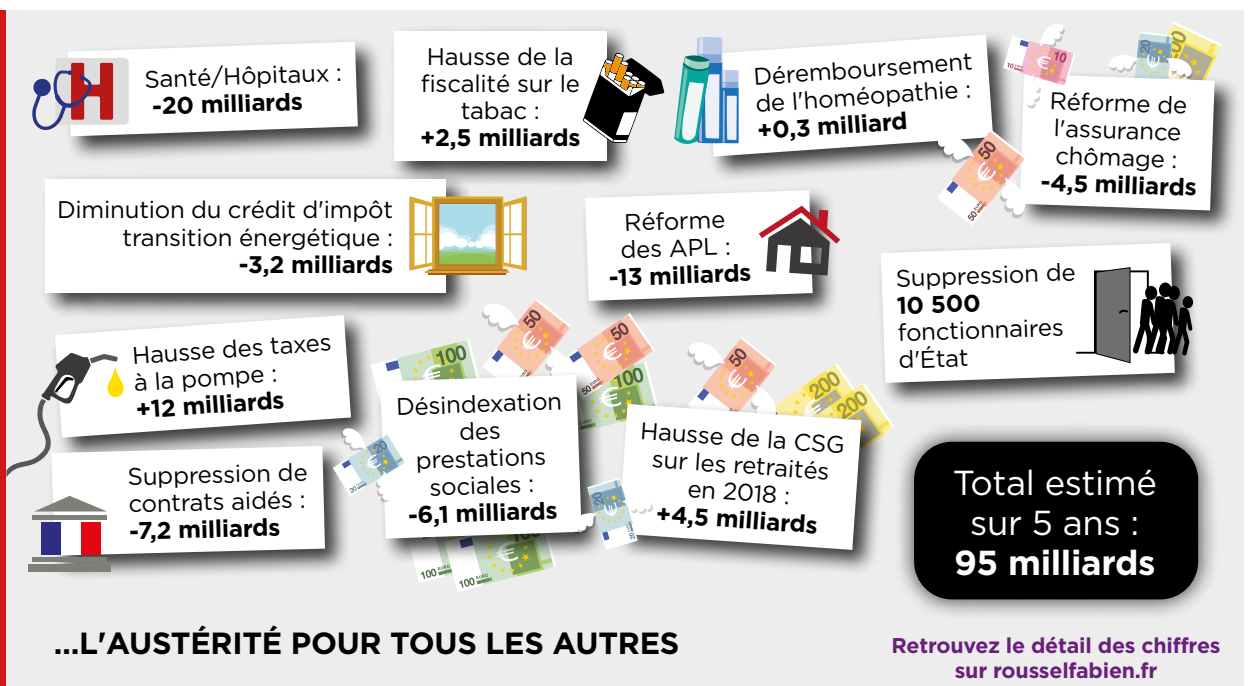
Les demandes de soutien explosent, mais le gouvernement regarde ailleurs. Suite à l'annonce de la revalorisation de la prime d'activité, fin 2018, le réseau des CAF a ainsi enregistré 1,3 millions de nouveaux allocataires, dont 60 000 pour le Nord, en hausse de 10%. Devant cet afflux, seulement 140 agents ont été recrutés... Soit un agent pour 9 285 allocataires !

La MDPH du Nord, la plus importante de France, est tout aussi mal lotie. Seulement 200 agents sont disponibles pour gérer les dossiers de quelque 260 000 bénéficiaires.



Loin de s'améliorer, la situation s'aggrave : entre 2013 et 2017, le nombre de dossiers par agent a ainsi bondi de 867 à 1 100, soit une charge de travail qui a augmenté de 27% en quatre ans.

Face à une telle désorganisation, la ministre des solidarités et de la santé doit mettre des moyens à la hauteur des besoins exprimés. C'est le sens du combat mené par les députés communistes lors du débat sur le budget de la Sécurité sociale. ■

BUDGET**Le quinquennat du Président des riches****PERMANENCES AVEC VOTRE DÉPUTÉ**

de 9 h à 10 h 30
Sur rendez-vous au **03 27 27 86 40**

NOVEMBRE

- 15/11** - Escautpont, Hôtel de Ville, 7, rue Henri Durre.
22/11 - Saint-Amand-les-Eaux, Espace Raymond-Bédé, 101, rue du Faubourg de Tournai.
29/11 - Raismes-Sabatier, Maison de quartier, 78D, rue Thiers.

DÉCEMBRE

- 06/12** - Anzin
Hôtel de Ville, place Roger Salengro.

2020**JANVIER**

- 10/01** - Vieux-Condé, Mairie de Vieux-Condé, 1, rue André Michel.
17/01 - Bruay-sur-l'Escaut, Maison des services, Place Henri Durre.
24/01 - Hasnon, Mairie d'Hasnon, 54, rue Jean Jaurès.

FÉVRIER

- 07/02** - Hergnies, Relais socioculturel, rue Henri Dupriez.
14/02 - Beuvrages, Hôtel de Ville, Parc Fénelon.
21/02 - St-Amand-les-Eaux, Espace Raymond Bédé, 101, rue du Faubourg de Tournai.

MARS

- 13/03** - Raismes
Mairie de Raismes, Grand Place.
20/03 - Anzin, Hôtel de Ville, place Roger Salengro.

AVRIL

- 10/04** - St-Amand-les-Eaux, Espace Raymond Bédé, 101, rue du Faubourg de Tournai.
17/04 - Sars-et-Rosières, Hôtel de Ville, 1, place de la mairie.
24/04 - Fresnes-sur-Escaut, Hôtel de Ville, place Vaillant-Couturier.

MAI

- 15/05** - Raismes, Mairie de Raismes, Grand Place.
22/05 - Bruay-sur-l'Escaut, Maison des services, Place Henri Durre.

JUIN

- 05/06** - St-Amand-les-Eaux, Espace Raymond Bédé, 101, rue du Faubourg de Tournai.
12/06 - Raismes-Sabatier, Maison de quartier, 78/D, rue Thiers.
19/06 - Anzin, Hôtel de Ville, place Roger Salengro.

JUILLET

- 10/07** - Raismes, Mairie de Raismes, Grand Place.

Nouveaux horaires des TER : le train pour TERTous !

Les 200 000 usagers quotidiens des transports express régionaux (TER) ont récemment découvert les nouveaux horaires des trains en Hauts-de-France, prévus pour entrer en vigueur dès le 15 décembre prochain. Etablies par la SNCF et la Région, ces nouvelles grilles horaires suscitent un mouvement de mécontentement qui ne cesse de s'amplifier. Et il y a en effet de quoi être remonté !

Pour n'évoquer que la situation dans le Valenciennois et en Pévèle, les usagers de la ligne Lille - Valenciennes - Aulnoye-Aymeries - Jeumont ont ainsi pu constater que les gares de Rosult, Landas, Templeuve, Fretin et Lesquin devraient perdre chaque jour 2 arrêts, le matin, entre 5h et 9h, et 2 arrêts, le soir, entre 16h et 18h. Supprimer des dessertes aux heures de pointe, il y a de quoi en effet susciter la légitime colère des usagers, les salariés comme les scolaires !



Selon le vice-président de la région en charge des transports, « 195 000 voyageurs vont être satisfaits et 5 000 moins... Autrement dit, pour celles et ceux qui sont pénalisés par ces horaires, circulez (mais pas en train !), il n'y a rien à voir !

Des horaires à revoir sans délai

Le changement des horaires de TER va pourtant être synonyme de bouleversements importants dans la vie quotidienne de milliers de familles. Pour ne citer que deux exemples, comment s'organiseront demain les habitants du Valenciennois et de la Pévèle qui travaillent à Lille ou les employés des entreprises situées sur la zone d'activité de Sars-et-Rosières qui empruntaient le train jusqu'à la gare de Rosult pour se rendre sur leur lieu d'activité professionnelle ?

Certes, le plan régional des TER bénéficie aux villes de Valenciennes, Saint-Amand-les-Eaux et Orchies qui gagneraient 3 arrêts supplémentaires avec des trains semi-directs.

Mais nul doute que des voyageurs se reporteront vers ces gares, dont les parkings sont déjà saturés comme à Saint-Amand-les-Eaux qui a fait le choix de la gratuité

du stationnement et où d'importants investissements ont été réalisés pour faire face aux besoins actuels. N'est-ce pas une hérésie que de devoir prendre sa voiture pour accéder au train quand on dispose d'une gare à proximité de son domicile ?

En conséquence d'horaires inadaptés, certains usagers n'auront d'autres possibilités que de prendre leur véhicule personnel pour leurs déplacements et de faire alors face à l'engorgement quotidien des axes autoroutiers du département.

L'urgence environnementale et la nécessité de faciliter l'accès de tous les concitoyens au service public ferroviaire, comme alternative au tout-roulier, doivent conduire à maintenir, voire augmenter les dessertes des gares de proximité du Valenciennois et de la Pévèle, notamment.

Pour « convaincre plus d'usagers à prendre le train », selon l'ambition affichée par le Conseil régional, encore faut-il permettre au plus grand nombre de concitoyens d'accéder aisément au TER, à proximité de leur domicile, en particulier aux heures de pointe. C'est la raison pour laquelle l'offre TER de la Région doit être revue sans délai. ■

NOUS CONTACTER

@ contact@rousselfabien.com
 🌐 rousselfabien.com
 f t i Fabien Roussel



03.27.27.86.40
 4, rue Jean-Jaurès, BP 30056
 59860 Bruay-sur-l'Escaut
**Permanence sans rendez-vous
 tous les mardis de 10 h à 12 h**